

Discours
De M. Paul Gérin-Lajoie
Président fondateur de la
Fondation Paul Gérin-Lajoie

Au gala de clôture de la Biennale 2008
de L'Association pour le développement
de l'éducation en Afrique (ADEA)

Maputo, le 09 mai 2008

DISCOURS À MAPUTO

Je vous remercie de votre chaleureuse invitation. Vous me permettrez de commencer mon intervention en référant brièvement à mon expérience personnelle à titre de premier Ministre de l'Éducation du Québec, au Canada, au début des années '60. À cette époque, le système d'éducation du Québec n'était pas à la mesure des besoins du 20^e siècle.

La fréquentation scolaire y était la plus faible de toutes les provinces canadiennes. En 1960, lorsque je fut nommé Ministre de la Jeunesse, responsable de l'éducation dans le nouveau gouvernement, 50 % des jeunes avaient quitté l'école avant l'âge de 15 ans, 93% n'avaient pas accès à l'Université et 77 % des chômeurs n'avaient pas terminé une

huitième année d'études et vivaient constamment sous la menace d'un chômage à vie, d'une pauvreté certaine.

Dans les zones rurales, 40% des garçons échouaient leur certificat de fin d'études primaires et 45 % des élèves avaient redoublé au moins une classe. Le système d'enseignement public du Québec était incapable de répondre aux besoins: locaux, maîtres, manuels, financement, coordination des éléments du système. J'arrête ici cette description qui ressemble comme deux gouttes d'eau à celle qui prévaut dans la majorité des pays africains aujourd'hui.

En tant que Ministre, j'ai dû véritablement me battre contre les forces conservatrices de l'époque.

En fin de compte, l'accessibilité universelle à un système d'éducation de qualité constitue le principal bilan de la réforme scolaire. Elle est à la source des succès économiques de toute une génération de jeunes entrepreneurs qui ont bâti en moins de 30 ans, des entreprises de tailles parfois gigantesques à l'échelle mondiale. Elle est aussi à la source de nos réformes en santé : nos écoles de médecine, entre autres, ont formé une génération de spécialistes et de chercheurs mondialement reconnus.

Notre slogan de l'époque « Qui s'instruit s'enrichit » n'aura pas été qu'un « spot » publicitaire d'un parti politique. La Réforme a réduit sinon quasi éliminé la pauvreté que connaissait notre population. Elle a aussi enrichi toute notre collectivité au plan culturel et artistique.

Toute la qualité de vie d'un peuple aura été transformée en moins de 25 ans.

C'est dans cet esprit que je suis avec vous aujourd'hui. Loin de moi l'idée de vouloir imposer un modèle, notre modèle. Je voudrais plutôt tenter de vous inspirer. Inspirer cette volonté de Réforme, inspirer cette volonté de donner à tous vos enfants l'accès à l'école, à une école de qualité et de le donner sans délai. Je voudrais vous donner le « goût de passer à l'acte ». Je suis certain que l'atteinte de l'objectif est possible partout, dans tous les pays.

La campagne mondiale de l'ONU *en faveur de l'Éducation pour tous* s'était aussi donnée en 1999 comme objectif de diminuer de moitié

pour l'an 2015 l'analphabétisme des adultes. Or, selon l'UNESCO, cet objectif de *l'Éducation Pour Tous* a été pratiquement ignoré.

Quel désastre pour tous ces garçons et ces filles, pour ces hommes et ces femmes, pour ces peuples en si grands nombres qui sont freinés, sinon bloqués dans leur développement ! Quelle honte pour cette humanité qui regorge de richesses matérielles et intellectuelles ! Quelle honte pour cette humanité, qui consacre 700 milliards de dollars par mois à des dépenses militaires, soit au delà de dix fois plus que l'aide au développement.

Dans pareil contexte, comment prétendre que le défaut d'atteindre les grands objectifs internationaux est attribuable à une insuffisance

de ressources, alors qu'il s'agit clairement, devant un choix à faire, d'une absence de volonté politique et d'engagement de nos sociétés ? Bien sûr, les responsabilités sont partagées. Trente-quatre pays en voie de développement sur 84 ont diminué la part des dépenses d'éducation dans leur budget national depuis 1999, dont certains des pays parmi les plus éloignés des objectifs de l'*Éducation*

Pour Tous.

Un virage important s'impose. Il faut assurer un redressement majeur des investissements nationaux et internationaux dans l'éducation primaire et post-primaire, y compris l'alphabétisation. Les États et la communauté internationale doivent affecter des sommes

beaucoup plus considérables que maintenant à ce domaine fondamental du développement dont nous avons grand besoin.

Il faut aussi qu'on reconnaisse plus sérieusement le rôle crucial des ONG de coopération internationale et des organisations de la société civile dans tous les pays. Il me faut rappeler le rôle que ces organisations jouent au Sud et au Nord. Ces organisations offrent des visions et des pratiques alternatives du développement dont nous avons grand besoin.

En éducation, plus particulièrement, les ONG de coopération internationale constituent un véritable incubateur où sont expérimentées de nouvelles façons de faire en éducation, formelle et non formelle. Leur rôle d'éducation des jeunes et du public en

général est aussi crucial pour informer et sensibiliser les populations au Nord et créer des rapports réciproques NORD-SUD.

Après avoir consacré soixante ans de mon existence à la vie publique, presque totalement en éducation, dont quarante ans en coopération internationale pour l'éducation, je suis indigné, je devrais dire révolté, face à la situation faite à des millions d'enfants et d'adultes privés d'accès à l'éducation de base et, a fortiori, de tout accès à l'éducation post-primaire. Les dernières statistiques montrent que plus de 72 millions d'enfants d'âge scolaire dans le monde – presque la majorité d'entre eux sur le continent africain- n'ont pas accès à l'école encore aujourd'hui, en 2008, et presque 800 millions d'adultes sont analphabètes. Certes des progrès notables ont été réalisés en ces

dernières décennies. Mais la situation actuelle, en cette année 2008, en absolument inacceptable.

C'est pourquoi j'ai lancé, le 11 avril 2007, un manifeste où j'exprime cette colère tout autant que l'espoir de voir les choses changer. Certes, je n'ai pas la prétention d'être seul à manifester une vive exaspération, mais mon devoir d'indignation n'en est pas moins impérieux pour autant.

À ce moment-ci de ma vie, je mets dans la balance la légitimité que je crois avoir gagnée tout au long de ma carrière pour dénoncer avec force cette situation et nous sortir de notre torpeur en lançant un cri, non pas un cri de découragement, mais d'espoir. Espoir oui, car les

avancées que nous avons connues, aussi limitées qu'elles soient, nous montrent que le défi lancé aux gouvernements du monde ainsi qu'à la société civile de ces États, est bel et bien réalisable durant la prochaine décennie.

Rien de neuf dans ce langage, me diront certains... Oui, en un sens, il n'y a rien de nouveau dans la misère des enfants de la rue et des enfants réfugiés. Oui, la majorité des petites filles de l'Afrique rurale demeure toujours exclue de l'école, de cette école qui constitue pourtant la clé de leur avenir. Mais ce qui est nouveau, c'est la continuité de notre torpeur, maintenant devenue normale.

Le neuf c'est ce sommeil profond qui s'installe, dont je voudrais sonner le réveil avant que je ne puisse plus le faire, car mon âge

– 88 ans – aura bientôt gain de cause sur ma volonté – sans doute un peu naïve mais non moins ferme- de vouloir changer le monde.

Ce qui est nouveau, c'est le danger de la poursuite complaisante d'une injustice pourtant intolérable. C'est là que se trouve – je le crois vraiment- la plus grande menace a la sécurité du monde.

Ces enfants, dont on continue de brimer les droits fondamentaux ne sont-ils pas le futur de notre planète ? Tous ces enfants ne sont-ils pas, d'une certaine façon, nos enfants ? L'exercice de leur droit à l'éducation est devenu une question de survie. L'objectif de fréquentation scolaire universelle à titre entièrement gratuit, loin d'être un luxe, est devenu une nécessité.

J'ai fermement confiance que l'humanité se ressaisisse et intègre tous les enfants du monde dans cette humanité vivante qui assurera le développement des garçons et des filles comme celui des collectivités dont ils sont les joyaux.

En fin de message, je lance un ultime appel :

Où sont donc les hommes et les femmes détenteurs du pouvoir politique qui donneront raison à cette solide confiance que j'exprime?

Avant de terminer, dois-je m'excuser de la brutalité de mes propos?

Je ne le pense pas. Je vous ai dit ce que je crois au plus profond de moi-même. Je vous convie à relever ensemble le défi.

